



CESER Bourgogne Franche-Comté

Séance plénière du 23 Juin 2026

Rapport 1.1 CFU 2025 et 1.3 DM2 2026

Déclaration de Guy Zima au nom de la CGT

La CGT partage l'essentiel des remarques de la commission qui met en exergue les taux d'exécution globalement élevés dans un cadre de vigilance sur les dépenses pour cause de dotations en baisse tant en euros courant que constant. Mais aussi la trop forte dépendance aux dotations de l'état avec les impacts que l'on connaît par ricochet des difficultés budgétaires du dit état.

Comme nous le portons depuis plusieurs exercices, le financement des régions est à revoir complètement, à stabiliser dans le temps, en volume comme en nature. Nous appelons à une véritable redéfinition de la fiscalité au pays des 211 Mds € d'aides publiques aux entreprises et des dividendes records versées chaque année par les grands groupes.

Cela doit aussi interroger sur les compétences et leurs financements qui doivent être identifiés et assurés y compris si les périmètres évoluent. La propension à en vouloir toujours plus (et de l'état de se débarrasser parfois) doit être analysée aux besoins en fonctionnement régulier mais aussi aux investissements sur le long terme.

Les questions de la dette, de son évolution, des taux aussi, fragilisent la région pour assurer l'existant. Et même si au niveau de ratios, la région BFC ne fait figure que de borgne au milieu de certains aveugles de l'endettement, le PPI et les renoncements auxquels son report nous prépare, seront éclairant.

Petit point mais non neutre, sont les financements des écoles de production hors contrat qui ont des ratios d'investissement régionaux par élève impressionnant vis-à-vis des lycées professionnels publics et dont il serait raisonnable à tout le moins d'envisager l'arrêt.

Avec ces points d'attention, la CGT votera les avis sur les rapport 1.1 et 1.3